



## IDÉES CHAMPS LIBRES

## Psychanalyse d'un brillant sujet libéral



CHRONIQUE

Éric Zemmour

ezemmour@lefigaro.fr

**E**t soudain on comprend tout. On comprend pourquoi l'auteur ne craint pas de venir après les glorieux ancêtres comme Tocqueville, Taine, jusqu'à Alain Peyrefitte. On comprend pourquoi son livre ressemble à un ouvrage des années 1980, en pleine vague libérale, les mêmes thèmes, les mêmes grilles de lecture, les mêmes références, les mêmes exemples, les mêmes idées, les mêmes recettes, suppression du statut de la fonction publique ou smic régional. Le même plaidoyer pour « la « mondialisation heureuse », le libre-échange, la concurrence. La même admiration pour « l'économie sociale de marché » à l'allemande et l'université à l'américaine. La même préférence donnée à la « mobilité sociale » sur l'égalité, à l'individu sur la société. Le même éloge de « l'équité », à la place de « l'égalité », qui n'avait pourtant pas porté chance à Édouard Balladur en 1995. On comprend pourquoi sa dénonciation du fantasme égalitaire tourne très vite à la dénonciation de l'État. On comprend pourquoi cette impression de déjà lu cent fois, sous les plumes d'Olivettes, Minc, Bave-rez, etc., bref, tout ce que la nomenclature française compte de plumes fécondes et de contempteurs du « mal français ». On comprend cette avalanche de chiffres qui fait ressembler certaines pages à un rapport de l'Inspection générale des finances : l'auteur en sort !

Le lecteur est arrivé dans les dernières pages du livre, à la postface joliment intitulée « Pavane pour l'énarque défunt »,

et l'auteur lui avoue tout : Michel de Rosen a 69 ans, il fut élève de l'ENA en 1974, sorti en 1976 (promotion Guernica). Il sera directeur de cabinet d'Alain Madelin dans le gouvernement Chirac de 1986. Fils d'immigré russe, il a rêvé de servir l'État et la France, mais « *le maximalisme étatiste du programme commun (...) m'a fait quitter le métier auquel je m'étais préparé avec enthousiasme* ».

On le croit volontiers même si on a envie de lui faire remarquer que le maximalisme étatiste a duré deux petites années avant le « virage libéral et européen » de Mitterrand et des socialistes. Deux ans seulement ! Mais notre auteur se défend avec conviction et même émotion. Le réquisitoire tourne au plaidoyer. Le plaidoyer à la psychanalyse. Le brillant inspecteur des finances a « pantouflé », a gagné beaucoup d'argent dans le privé, a même travaillé pour les Américains.

Il sait que sous le général de Gaulle on l'aurait qualifié de « traître ». Il sait surtout que l'argumentaire libéral et mondialisateur des années 1980 a pris du plomb dans l'aile. Que l'exemple catastrophique d'incompétence de l'État toujours donné (le plan Calcul) peut être contrebalancé par l'incompétence privée qui coûte cher à la France (rachats des grands groupes français par des étrangers, Lafarge, Alstom, Alcatel, etc.). Avec intelligence, Rosen « lâche » volontiers le



« ruissellement » des riches vers les pauvres, qui fut pourtant le principal thème de campagne des libéraux pendant trente ans. Mais il s'accroche encore à sa défense du libre-échange comme moteur de la croissance, alors qu'un de nos plus grands économistes, Maurice Allais (un libéral pourtant), a démontré il y a bien longtemps la concomitance entre l'ouverture au monde de l'Europe et de la France et la baisse de la croissance, la montée du chômage, et celle souvent explosive des inégalités au sein des pays, qu'ils soient riches ou pauvres.

Mais l'équanimité nous oblige à reconnaître que beaucoup d'arguments de notre auteur touchent fort juste. Sa charge contre les égalitaristes fous et leur icône Piketty frappe fort. Les chiffres de prélèvements obligatoires, de dépenses publiques, de prestations sociales, qu'il a l'habileté de donner en pourcentages mais aussi en absolus, font froid dans le dos. Nos « records » mondiaux en ce domaine nous emballent moins que ceux dans les stades. Nous comprenons très bien que le « haut niveau de prélèvements obligatoires vient du haut niveau de dépenses publiques » ; et que le haut niveau de dépenses publiques vient du haut niveau de dépenses sociales. Et que le haut niveau de dépenses sociales vient du haut niveau de prestations sociales. En clair, des allocations diverses et variées qu'on verse aux individus (40 milliards d'aides au logement !) au lieu d'investir dans l'hôpital et la recherche. Ce qui fait que face au Covid, l'Allemagne et d'autres pays s'en sont mieux sortis que nous, avec (beaucoup) moins de dépenses sociales ! On comprend même - grâce soit rendue à notre inspecteur des finances défroqué - que notre État-providence réduit bien les inégalités de revenus mais ne favorise pas du tout la mobilité sociale, tandis que les impôts écrasants découragent les riches (qui

fuients à l'étranger) et exaspèrent les classes moyennes (qui occupent les ronds-points en gilet jaune).

Dans une page étonnante, parce qu'elle contredit l'ensemble de la thèse anti-étatiste, Michel de Rosen reconnaît que la lourdeur insupportable de la machine redistributrice française et les blocages de l'« ascenseur social », comme disait son ancien patron, Alain Madelin, peuvent être expliqués par trois raisons majeures : « Une immigration de niveau socio-économique bas avec de faibles capacités d'assimilation à la culture française (...), un phénomène simultané de mondialisation des classes privilégiées dont le lien avec les territoires s'édulcore (études à l'étranger (...)). Et (l'essor) des technologies de l'information et de télécommunication qui se sont substituées à un très grand nombre de métiers. » Bref, le problème n'est pas l'État français et l'obsession égalitaire française, mais la mondialisation du bas (l'immigration) et la mondialisation du haut (l'internationalisation des élites françaises), qui détruisent le pacte social français et font s'écrouler le pays sur lui-même.

Rosen regarde en face la question avec moult précautions oratoires mais non sans courage : il propose la suppression du droit du sol, l'instauration d'une préférence nationale (sans oser dire le mot) pour les prestations sociales de solidarité, mais aussi une franche sélection à l'entrée des universités françaises. Exactement ce que devait faire et que n'a pas fait le gouvernement Chirac de 1986 qu'il a servi. La psychanalyse est devenue confession. Et faute avouée est à moitié pardonnée. ■

Le problème n'est pas l'État français et l'obsession égalitaire française, mais la mondialisation du bas (l'immigration) et la mondialisation du haut (l'internationalisation des élites françaises), qui détruisent le pacte social français et font s'écrouler le pays sur lui-même



Un réquisitoire  
contre l'égalitarisme  
à la française  
qui tourne à la charge  
contre l'État. D'un  
ancien inspecteur  
des finances...

**L'ÉGALITÉ  
UN FANTASME  
FRANÇAIS**  
Michel de Rosen,  
Taillandier,  
277p., 18,90 euros.

